



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Victoire de Trump

Des gains records pour les 10 plus grandes fortunes mondiales

La victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine a rapporté 63,5 milliards de dollars aux dix plus grandes fortunes mondiales, selon l'indice ... • (Page 08)

Surtaxes sur le cognac

La France toujours ouverte à des négociations avec la Chine

La ministre déléguée au Commerce extérieur, Sophie Primas, a déclaré ce lundi que les négociations restaient ... • (Page 08)

Togo / Phase technique de la 10ème édition des réformes de l'UEMOA • (Page 03)

132 textes et 05 programmes projets en évaluation à Lomé



Résilience du système alimentaire au Togo • (Page 04)

Certification des produits pour renforcer la compétitivité



CEDEAO - Espagne

Un Partenariat renforcé pour le développement 2024-2027

Le 5 novembre 2024, la CEDEAO et le Royaume d'Espagne ont tenu une session technique à Abuja pour faire le ... • (Page 02)

Togo-Russie

Un partenariat en renforcement pour de nouvelles opportunités

Le Togo et la Russie visent une nouvelle étape de coopération renforcée, marquée par une rencontre stratégique à Sotchi entre leurs ... • (Pages 04)

Changement climatique

Le financement de la lutte au menu de la COP29

La plus grande conférence annuelle sur le climat au monde s'ouvre à Bakou, en Azerbaïdjan, et les pays africains intensifient leurs efforts pour ... • (Page 06)

Religion

Célébration du Jubilé d'Or de Notre-Dame du Lac Togo

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a communié, ce dimanche 10 novembre 2024, avec les fidèles catholiques à l'apothéose marquant ... • (Page 11)

FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

CEDEAO - Espagne

Un Partenariat renforcé pour le développement 2024-2027

Le 5 novembre 2024, la CEDEAO et le Royaume d'Espagne ont tenu une session technique à Abuja pour faire le point sur leurs programmes conjoints de coopération pour la période 2024-2027.

• Nicole Esso

La rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique entre les deux parties, met l'accent sur des secteurs clés, notamment l'énergie propre, la sécurité alimentaire, et l'autonomisation des femmes. La session de travail, tenue en format hybride à Abuja, a réuni la Direction des Relations Extérieures de la CEDEAO, le Bureau de la Coopération Espagnole, et des responsables des agences techniques de la CEDEAO telles que le Centre pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (ECREEE), le Centre pour le Développement du Genre (CCDG), et l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA). Ensemble, ils ont examiné les actions programmées pour 2024-2027 dans des domaines jugés prioritaires comme le développement rural, l'accès aux énergies propres, et l'inclusivité économique. Dans son discours d'ouverture, Mme Laura M. Garcia, conseillère en coopération régionale, a exprimé la reconnaissance de l'Espagne pour les projets réalisés à ce jour et a réaffirmé la volonté de l'Espagne de continuer à appuyer les initiatives de la CEDEAO. Elle a également rappelé la récente visite de la délégation espagnole au Centre pour le Développement du Genre de la CEDEAO à Dakar, une étape marquante pour la coopé-



ration en matière d'autonomisation des femmes et des filles. La collaboration entre la CEDEAO et l'Espagne témoigne de l'importance d'un soutien international d'un bien ciblé, capable d'apporter des réponses aux besoins spécifiques de l'Afrique de l'Ouest. En investissant dans des secteurs comme l'énergie propre, l'égalité des genres, et la sécurité alimentaire, ce partenariat vise à créer des solutions durables pour les défis socio-économiques de la région. Cette approche montre que le développement économique ne peut être dissocié de la résilience écologique et de l'inclusivité sociale. La volonté de la CEDEAO d'améliorer la connectivité régionale et de renforcer ses infrastructures est renforcée par le soutien espagnol, qui contribue à solidifier la structure régionale nécessaire pour favoriser la croissance économique et réduire les inégalités. Les initiatives prioritaires identifiées, telles que les infrastructures et l'autonomisation des

populations vulnérables, sont cruciales pour que la région puisse pleinement participer aux échanges économiques mondiaux. Ce partenariat entre la CEDEAO et l'Espagne s'inscrit dans un cadre de coopération plus large, qui s'appuie sur des actions bilatérales et multilatérales depuis plusieurs années. La CEDEAO, fondée en 1975, s'efforce d'assurer la stabilité et la prospérité de l'Afrique de l'Ouest, tout en affrontant des défis variés allant de la sécurité alimentaire aux crises environnementales. Le soutien de l'Espagne dans des domaines aussi stratégiques que l'autonomisation économique et la gestion des ressources montre que la coopération internationale peut jouer un rôle clé dans le renforcement des capacités institutionnelles de la CEDEAO. À travers ces initiatives, la CEDEAO et l'Espagne entendent construire une feuille de route concrète et ambitieuse, qui soit bénéfique pour les États membres et leurs citoyens.

AUX DECIDEURS ...

La philosophie Lumen Valley

L'inauguration de Lumen Valley par le Président Faure Essozimna Gnassingbé le 9 novembre 2024 ouvre une nouvelle ère dans la stratégie de développement régional du Togo. Plus qu'un centre d'écotourisme, ce complexe de ressourcement et de formation incarne une vision ambitieuse de développement humain et d'autonomisation de la jeunesse, en intégrant des pratiques écologiques et des infrastructures innovantes au cœur de la région de Kara.

Lumen Valley se démarque par son approche inclusive, qui place la jeunesse au centre des priorités en lui offrant un environnement propice à l'entrepreneuriat, au développement personnel et à la formation professionnelle.

La philosophie de Lumen Valley, qui combine éducation, valeurs spirituelles et respect de la nature, répond aux besoins d'une jeunesse en quête d'un avenir meilleur. Ce centre de ressourcement offre un modèle inspirant pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, un modèle qui pourrait également attirer des partenaires internationaux sensibles aux valeurs d'inclusivité et de durabilité. En créant un pôle de formation, de méditation et d'innovation sociale, le Togo pose les fondations d'un avenir prospère et durable pour les générations futures.

Loin d'être un projet isolé, Lumen Valley s'inscrit dans une stratégie gouvernementale plus vaste de valorisation de l'économie sociale et solidaire. En offrant un cadre propice à l'entrepreneuriat rural et en valorisant les produits artisanaux et agricoles locaux, il dynamise l'économie de la région. Les infrastructures modernes, telles que les salles de conférence, les dortoirs et les villas, sont conçues pour attirer des visiteurs en quête de séjours axés sur le bien-être et la contemplation. Ce modèle économique mixte promet de générer des recettes touristiques, de promouvoir l'artisanat local et de créer des emplois durables dans les communautés environnantes.

Le Président Faure Gnassingbé a inscrit la jeunesse et la valorisation des ressources locales au cœur de sa stratégie de développement. Avec Lumen Valley, le gouvernement togolais montre sa capacité à s'associer avec des institutions religieuses comme la Congrégation des Frères Saint-Jean, illustrant une collaboration fructueuse pour des objectifs communs. En appuyant ce type d'initiative, l'État répond aux aspirations de la jeunesse pour des opportunités économiques, tout en renforçant son engagement envers le consommateur local et la préservation de l'environnement.

En s'appuyant sur les savoirs locaux, le projet Lumen Valley incarne une synergie entre modernité et tradition, entre croissance économique et respect de l'environnement. Cet exemple réussi de coopération publique-privée pourrait motiver d'autres pays africains à explorer des modèles similaires, où la préservation de l'environnement se marie à l'innovation sociale. En intégrant des pratiques de construction écologique, Lumen Valley réaffirme la volonté du Togo de devenir un modèle pour le tourisme vert et l'écotourisme.

Le succès de cette initiative pourrait même renforcer les exportations de produits artisanaux togolais, attirant l'attention des marchés internationaux sur les savoir-faire locaux. Lumen Valley, bien plus qu'un centre de ressourcement, est une vitrine du potentiel africain à bâtir des modèles de développement modernes, inclusifs et durables, alignés sur les aspirations de sa jeunesse et les valeurs de préservation environnementale.

L'inauguration de Lumen Valley symbolise une avancée majeure dans le développement régional et durable du Togo, et reflète la vision du Président Gnassingbé pour une économie solide, inclusive et respectueuse de l'environnement. Ce centre est le fruit d'une coopération harmonieuse entre l'État et la société civile, et il pourrait bien devenir un modèle emblématique d'un développement intégré pour l'ensemble du continent africain.

M.T

Image du jour



• Du 4 au 8 novembre, le CNP-Togo a organisé un atelier en collaboration avec PUM au profit de ses membres pour améliorer le dialogue social et les conditions de travail. Une seconde session est prévue du 11 au 15 novembre 2024.

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Phase technique de la 10ème édition des réformes de l'UEMOA

132 textes et 05 programmes projets en évaluation à Lomé

La 10ème édition de la revue technique annuelle des réformes et projets communautaires de l'UEMOA a débuté à Lomé, du 11 au 13 novembre 2024. Au programme : l'évaluation de 132 textes réglementaires et de cinq projets communautaires, pour un investissement total de plus de 4 milliards de FCFA.

• Joël Yanclo

Au nom du ministre de l'Économie et des Finances, Madame Akou Mawussé Adetou Afidenyigba, directeur de cabinet, a ouvert les travaux de cette revue en mettant l'accent sur l'importance de cette rencontre pour « revisiter en profondeur » les réformes et identifier les freins à leur mise en application au Togo. L'évaluation annuelle, institutionnalisée en 2013 par un acte additionnel de la Conférence des Chefs d'État de l'UEMOA, se donne pour mission de renforcer les performances des États membres. Dans cet esprit, l'édition 2024 vise à analyser et à améliorer les programmes communautaires en cours d'exécution, notamment dans les domaines de la gouvernance économique, du marché commun, et des politiques sectorielles. Alioune Sène, le Représentant Résident de l'UEMOA au Togo, a déclaré que cette revue technique permet de cibler les obstacles au progrès communautaire pour mieux anticiper les réponses nécessaires. Cette approche proactive facilite une impulsion politique cohérente pour l'intégration au sein de l'UEMOA.

Une analyse des avancées et des



défis de l'intégration

Les travaux évaluent la mise en œuvre des réformes communautaires, en prenant en compte les défis de chaque secteur. Les efforts du Togo ont déjà permis d'atteindre un taux de mise en œuvre de 76 %, témoignant d'une progression significative depuis l'an dernier. Ce résultat reflète la vision de développement impulsée par le Président Faure Gnassingbé, selon Madame Afidenyigba, qui a exprimé sa gratitude pour l'engagement de la Com-



mission de l'UEMOA et des experts nationaux. Le succès de cette revue réside dans la collaboration entre les États membres et la Commission de l'UEMOA. Cet événement constitue aussi un forum d'échange de bonnes pratiques entre les experts, qui pourront ainsi consigner les résultats dans un mémorandum soumis aux décideurs lors de la phase politique de la revue. Face aux défis croissants de l'économie mondiale, l'UEMOA a institué cette revue annuelle comme un outil de suivi des ré-

formes et des programmes dans chacun de ses États membres. En adaptant les politiques aux réalités locales, l'Union vise à harmoniser les efforts pour une intégration renforcée. Avec des projets ambitieux et des efforts constants pour renforcer les liens entre ses membres, l'UEMOA entend faire de cette revue un catalyseur de croissance partagée et de bien-être pour les populations. À l'issue de cette rencontre, les propositions dégagées offriront des solutions concrètes pour assurer la continuité et l'efficacité de l'intégration économique de la région.

Enjeux économiques structurels

Cette évaluation annuelle est particulièrement importante pour l'Union, car elle

permet d'identifier les points de blocage à une intégration plus fluide. Elle expose les progrès réalisés en matière de transposition des directives communautaires, essentielles pour renforcer le cadre institutionnel. Le fait que l'évaluation englobe non seulement des textes réglementaires mais aussi des projets spécifiques, comme la modernisation des infrastructures ou le soutien au secteur agricole, est une preuve que l'UEMOA vérifie aussi bien les enjeux économiques structurels



que les besoins immédiats des populations. En outre, ce processus d'évaluation est la preuve d'une gouvernance participative au sein de l'UEMOA, où la coopération entre les commissions de l'Union et les gouvernements nationaux est mise en avant. Ce dialogue constant entre les autorités nationales et la Commission contribue à créer une osmose indispensable pour la mise en œuvre rapide des réformes. La capacité de l'UEMOA à mobiliser des ressources financières pour des projets concrets, malgré des défis économiques internes et externes, reste un atout majeur. Avec un financement de plus de 4 milliards de FCFA, cette revue reflète la solidité de l'engagement des États membres pour une croissance inclusive. Toutefois, les enjeux restent nombreux, notamment en matière de coordination régionale et de stabilité politique, qui restent des conditions incontournables pour réaliser une véritable union économique.

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,5 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	593,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Résilience du système alimentaire au Togo

Certification des produits pour renforcer la compétitivité

Dans le cadre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-Togo), une formation sur les normes ISO 22000, le processus HACCP et les méthodes d'échantillonnage NQA s'est tenue à Lomé du 4 au 9 novembre 2024. Objectif : renforcer la capacité des acteurs togolais en matière de certification, un levier essentiel pour l'accès aux marchés internationaux.

● Wilson Lawson

Face aux exigences croissantes des marchés mondiaux, le Togo cherche à renforcer la compétitivité de ses entreprises en matière de certification qualité. Cette formation, organisée par le FSRP en collaboration avec la Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement (HAUQE) et le Comité Togolais d'Agrément (COTAG), a permis à une trentaine de professionnels de se familiariser avec les normes ISO 22000, HACCP et les méthodes NQA. Ces normes garantissent la sécurité des produits et sont particulièrement cruciales pour les produits alimentaires, où les risques pour la santé doivent être maîtrisés. Dr. Lakoussan Kodjovi, Directeur Général du COTAG, a souligné l'importance de cet atelier, qui permet aux entreprises locales de se hisser aux standards internationaux. Laré Arzouma Botré, Président de la HAUQE, a également salué le soutien du FSRP, affirmant qu'il est essentiel



pour le Togo de renforcer le potentiel concurrentiel de ses entreprises à l'ère de la mondialisation. La formation vise à développer une expertise nationale en matière de certification pour permettre aux entreprises togolaises d'exporter plus facilement, notamment dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLE-CAF). Cette initiative illustre la prise de conscience des autorités togolaises et des acteurs régionaux quant à l'importance de la qualité et de la certification pour accéder aux marchés mondiaux. Les produits non conformes aux normes sont souvent écartés des échanges internationaux, ce qui freine le dé-

veloppement économique des entreprises locales. Le Togo, en s'engageant dans cette démarche de certification, entend pallier cette problématique en formant ses acteurs et en établissant des bases solides pour une meilleure intégration des marchés régionaux et internationaux. Cette approche est d'autant plus stratégique que le FSRP vise, entre autres, à stimuler le commerce agricole régional, un domaine où le Togo dispose d'un potentiel important. Cette formation s'inscrit dans la composante 3 « Intégration des marchés alimentaires régionaux et Commerce » du FSRP-Togo. Elle répond à un besoin accru d'harmonisation des standards dans l'espace ouest-africain pour faciliter les échanges, en particulier dans un contexte marqué par une demande croissante de produits certifiés, tant sur les marchés africains que mondiaux. Le FSRP-Togo appuie ce type d'initiatives dans divers domaines pour encourager la résilience du système alimentaire et renforcer l'économie locale. Avec des exigences de plus en plus élevées pour accéder aux marchés, cette activité vient positionner le Togo comme un acteur prêt à s'adapter aux standards internationaux, et à tirer parti des opportunités commerciales offertes par l'intégration africaine.



Togo

Yoto 1 se mobilise pour renforcer sa résilience climatique avec un plan de 4,2 milliards FCFA

Dans la région maritime du Togo, la commune de Yoto 1 s'engage activement dans la lutte contre les effets du changement climatique avec un Plan communal d'adaptation au changement climatique (PCACC), nécessitant un financement de 4,2 milliards FCFA pour les cinq prochaines années.

Validé récemment par les autorités locales, ce plan vise à renforcer la résilience de la commune face aux impacts croissants du climat, en s'appuyant sur des actions concrètes et des partenariats stratégiques. L'initiative se structure autour de trois axes clés. D'abord, le renforcement des capacités de la commune sur les plans institutionnel, humain, et technique. Cet axe prévoit l'équipement et la formation des équipes locales pour améliorer la gestion des impacts climatiques. Le second axe se concentre sur des actions directes sur le terrain, telles que la gestion des ressources naturelles et la protection des zones particulièrement vulnérables aux aléas climatiques, pour réduire les risques pour les communautés locales.

Le troisième volet porte sur la mobilisation de financements. Yoto 1 cherche à attirer le soutien de bailleurs de fonds et à nouer des partenariats pour concrétiser ses projets climatiques, inscrits dans le cadre du Projet de renforcement de la résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo (R4C-Togo), sou-

tenu par la FAO et l'ODEF. Le maire de Yoto 1, Amégnon Kossi, a appelé les populations locales à participer activement à cette initiative qui, selon lui, jouera un rôle crucial pour diminuer la vulnérabilité de la commune face aux effets du changement climatique.

Hélène Martelot



Togo-Russie

Un partenariat en renforcement pour de nouvelles opportunités

Le Togo et la Russie visent une nouvelle étape de coopération renforcée, marquée par une rencontre stratégique à Sotchi entre leurs ministres des Affaires étrangères, Robert Dussey et Sergueï Lavrov.

Trois ans après avoir établi les bases d'une relation plus étroite, les deux pays expriment désormais une volonté commune de consolider leur partenariat, en misant sur un dialogue politique approfondi et un essor des échanges économiques et commerciaux. Cette rencontre, qui s'est tenue en marge de la première conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique, a permis aux deux diplomates de dresser un bilan des avancées et de définir des perspectives pour le futur. La Russie et le Togo souhaitent dynamiser les échanges dans des secteurs clés, afin de stimuler les investissements et favo-

riser un cadre économique plus attractif pour les entreprises des deux pays. Ce forum, institué lors du premier sommet Russie-Afrique en 2019 auquel avait participé le Président togolais Faure Gnassingbé, s'inscrit dans une dynamique de coopéra-

tion stratégique entre Moscou et les nations africaines. Pour le Togo, ce rapprochement avec la Russie pourrait être une opportunité de diversification économique, tout en renforçant sa présence sur la scène internationale.

Hélène Martelot



Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimé Le Togo en chiffres Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigeria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	536	n/a
Importations de biens et services (fréquence annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (fréquence annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- » Couverture médiatique
- » Insertion publicitaire
- » Publi-reportage ...

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Changement climatique

Le financement de la lutte au menu de la COP29

La plus grande conférence annuelle sur le climat au monde s'ouvre à Bakou, en Azerbaïdjan, et les pays africains intensifient leurs efforts pour lutter contre le changement climatique. À la COP29, la Banque africaine de développement vise à mobiliser des ressources supplémentaires pour l'action climatique en Afrique et à lancer une nouvelle approche audacieuse pour évaluer les économies africaines en incluant leur « richesse verte ».

● Vivien Atakpabem

Organisée par le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP29 fait suite à la décision historique prise l'année dernière à la COP28 de créer un Fonds pour les pertes et dommages. Le sommet de cette année, surnommé la « COP des finances », verra les pays négocier de nouveaux objectifs de financement climatique. L'Afrique, avec ses vastes forêts qui séquestrent le carbone et ses ressources mûres pour la croissance verte, a un potentiel énorme pour favoriser l'accès à l'énergie propre pour des millions de personnes. Pourtant, l'Afrique subsaharienne reçoit moins de 3 % du financement climatique mondial, ce qui entrave les efforts visant à faire progresser les plans nationaux d'adaptation et les contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris. « Il n'y a aucune raison pour que l'Afrique soit pauvre en vert. L'Afrique doit devenir riche en vert en évaluant correctement ses vastes contributions aux services environnementaux mondiaux », a déclaré le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, lors d'une réunion des mi-



nistres africains des finances, de l'économie, des affaires étrangères, du changement climatique et de l'environnement à l'approche de la COP29. Pour atteindre cette richesse verte, Adesina préconise un réajustement du PIB des pays africains afin de refléter les actifs naturels tels que les forêts et les puits de carbone. Ce réajustement pourrait révéler un PIB nettement plus élevé, reflétant mieux les contributions environnementales de l'Afrique. Le prochain sommet de la COP29 offrira une plateforme aux dirigeants africains pour présenter « Mesurer la richesse verte de l'Afrique », une initiative qui pourrait redéfinir les économies africaines. Selon les estimations préliminaires de la Banque africaine de développement, l'ajustement pour la séquestration du carbone à lui seul aurait pu augmenter le PIB nominal de l'Afrique de 66,1 milliards de dollars en 2022, soit une augmentation de 2,2 %. Six pays du bassin du Congo (Cameroun, République centrafricaine,

République démocratique du Congo, République du Congo, Guinée équatoriale et Gabon) ont représenté près de 64 % de cette augmentation. « Cela signifie que les pays peuvent avoir une plus grande marge de manœuvre pour accepter davantage de financements et les investir dans le verdissement de leurs économies. Par conséquent, une telle démarche est importante pour recalculer la viabilité de la dette de l'Afrique », a déclaré Adesina. Au cours de la réunion, les pays participants ont exprimé leur ferme soutien. La République du Congo et le Kenya sont les principaux champions de l'initiative. L'Afrique ne reçoit que 3 à 4 % du financement climatique mondial, alors qu'elle compte 9 des 10 pays les plus vulnérables au changement climatique au monde. Il est significatif que l'augmentation de la part du financement climatique destiné aux pays africains soit l'une des principales raisons de la présence de la Banque à la COP29.

Algérie

Le blé français ne bénéficie plus d'un régime d'exception

En Algérie, la concurrence reste rude sur le marché du blé. Si les opérateurs français restent dans la course, les fournisseurs russes ont en quelques années bouleversé les positions et rebattu les cartes.

En Algérie, le marché du blé est l'un des plus importants au monde et plus rien n'y est acquis, même pour les acteurs historiques. C'est l'une des conclusions qui peut se dégager après le dernier coup de froid entre les opérateurs français et les autorités algériennes. Le 9 octobre dernier, l'agence Reuters rapportait en effet l'exclusion des exportateurs français d'un appel d'offres lancé par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et « l'injonction » faite aux compagnies non tricolores de proposer du blé français comme option d'approvisionnement. Selon des sources, cette décision serait une conséquence de la détérioration des relations diplomatiques entre les



deux partenaires commerciaux au sujet du Sahara occidental, hypothèse rejetée par les autorités locales. Si avec cet épisode, certains estiment que le divorce entre l'Algérie et le blé français pourrait être définitivement acté, d'autres y voient le dernier signe de la fin de l'hégémonie de la céréale française. Représentant, il y a une décennie, le premier client non européen des céréaliers français, l'Algérie est désormais un nouveau terrain d'influence pour la filière blé russe dont les volumes expédiés et les faibles prix sont des arguments de poids pour les autorités algériennes. De-

puis que l'OAIC a modifié le taux de grains punaisés à 0,5 % contre 0,1 % en octobre 2020, le pays des Tsars a ainsi gagné en importance. Selon les données du Département américain de l'agriculture (USDA), la Russie a exporté 2,3 millions de tonnes de blé, soit plus du ¼ des achats du pays d'Afrique du Nord en 2023/2024. S'il reconnaît que la question du blé en Algérie est politique, François Luguenot, analyste des marchés agricoles, souligne que la céréale française manque de compétitivité et ne peut envisager une augmentation de ses parts de marchés face aux concurrents de la mer Noire, dont principalement la Russie.

Avec Agence Ecofin

Côte d'Ivoire

24 millions d'euros de prêt pour améliorer les secteurs de la pêche

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire bénéficiera d'un important soutien financier de la Banque africaine de développement (BAD) sur la période 2025 – 2029.

● Nicole Esso

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, le 6 novembre 2024 à Abidjan, un prêt de 24,63 millions d'euros à la Côte d'Ivoire pour renforcer le développement des chaînes de valeur dans la pêche et l'aquaculture. Le financement permettra à ce pays d'Afrique de l'Ouest à la croissance robuste d'accroître la contribution du secteur à l'économie bleue locale et nationale. « L'implication de la Banque dans ce projet permettra de faciliter la mise en place d'infrastructures aquacoles et de pêche, de développer des compétences dans le secteur halieutique, de contribuer à l'amélioration de la gouvernance des pêches maritime, lagunaire et continentale, et de promouvoir le développement d'une aquaculture commerciale à travers la formation et la mise en œuvre d'un système fiable de production d'alevins et aliments de qualité », a déclaré le directeur général adjoint de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Ouest, Joseph Ribeiro. Le Projet de développement des chaînes de valeur compétitives de l'aquaculture et de la pêche comprend quatre composantes et prévoit le développement de programmes d'enseignement postsecondaire et de programmes d'incubation



pour les start-up et l'entrepreneuriat social, l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion intégrée et participative des pêcheries marines, lagunaires et continentales donnant la priorité aux espèces de pêche artisanale commerciale. Le projet envisage, en outre, de renforcer les contrôles au débarquement sur les ports de pêche d'Abidjan et de San-Pedro, et d'améliorer de façon durable la qualité, la quantité et la disponibilité des alevins à travers un soutien aux exploitations piscicoles publiques et privées dans les localités de Loka, Dompleu et Jacquerville, respectivement dans l'ouest et le sud du pays. Le projet prévoit également la conception d'un manuel de procédures afin de permettre la certification des semences par une agence indépendante. Le projet sera mis en œuvre dans trois zones principales du territoire ivoirien : la façade maritime, incluant les villes d'Abidjan, de Jacquerville, d'Assinie, dans le sud du pays, et les départements de San Pedro, de Tabou, de Grand Béréby et de Sassan-

dra dans le sud-ouest. Les plans et cours d'eau continentaux, les bas-fonds, forages artésiens et les plaines inondables dispersés dans les bassins versants du centre du pays (départements de Man, Bouaké, Toumodi, Yamoussoukro, Soubré, Béoumi), et les lacs de barrage de Kossou et Buyo sont également concernés. Au moins 700 000 personnes bénéficieront de façon directe ou indirecte du programme, qui sera exécuté sur une période de cinq ans (2025 – 2029). Le projet est issu d'un fonds de préparation de projet qui a financé les études de faisabilité et de sauvegarde environnementales et sociales, l'amélioration du cadre institutionnel de la gouvernance de l'économie bleue ainsi qu'un plan d'investissement dans les secteurs de l'économie bleue. La Côte d'Ivoire est un des principaux pays membres partenaires du Groupe de la Banque africaine de développement. Le 31 mars 2024, le portefeuille actif du Groupe de la Banque dans ce pays comprenait 43 opérations pour des engagements financiers de plus de trois milliards d'euros.

Hydrocarbures

Perenco consacrera 75% de ses investissements à l'Afrique en 2025

Alors que sa production de pétrole est passée sous la barre de 500 000 barils par jour, la société entend désormais s'intéresser davantage au gaz naturel qui devrait jouer le rôle de combustible de transition.

La compagnie pétrolière Perenco consacrera les trois-quarts de son budget d'investissement de 2 milliards de dollars à l'Afrique en 2025, dans le cadre de sa nouvelle stratégie de développement axée sur l'exploitation du gaz naturel, a rapporté Bloomberg le jeudi 7 novembre, citant le directeur général de la société. « Le Gabon, qui représente près de 25% de la production totale de la société, absorbera une grande partie des dépenses d'investissement prévues en 2025 pour

la construction des gazoducs qui traverseront le pays. Le réseau sera relié à une usine de gaz naturel liquéfié à petite échelle qui produira 700 000 tonnes par an », a déclaré Armel Simondin, « Nous pensons qu'il y a beaucoup de réserves de gaz inexploitées le long de la côte africaine, qui pourraient être ciblées par ce type de développement », a-t-il ajouté. Simondin a également révélé que la compagnie franco-britannique compte aussi investir davantage au Congo-Brazzaville, suite à l'acquisition

d'actifs pétroliers auprès du groupe italien Eni en 2023. « Nous sommes en pourparlers avec le gouvernement congolais pour étendre les licences existantes. Des discussions ont été aussi entamées avec d'autres majors pour reprendre d'autres actifs dans le pays », a-t-il souligné. Jusque-là spécialisée dans l'extraction de pétrole brut à partir de gisements matures, Perenco mettra désormais davantage l'accent sur le développement de gisements gaziers.

Avec Agence Ecofin



DAILY MARKET REPORT

Monday, November 11, 2024

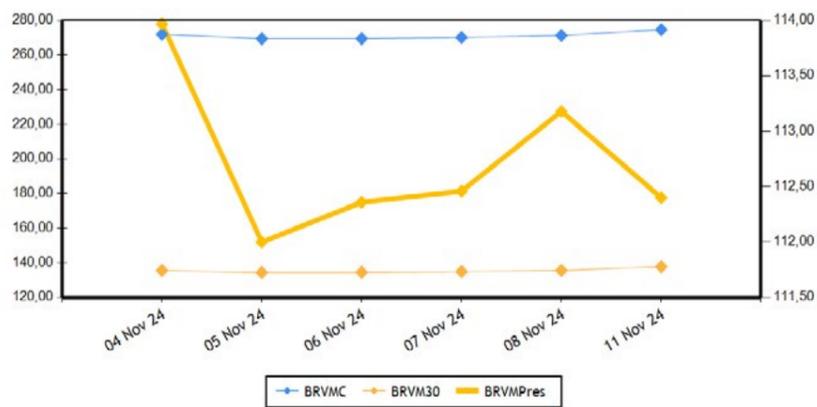
N° 215

BRVM COMPOSITE		274.78
Daily Change	1.27 %	
Change / YTD	28.31 %	

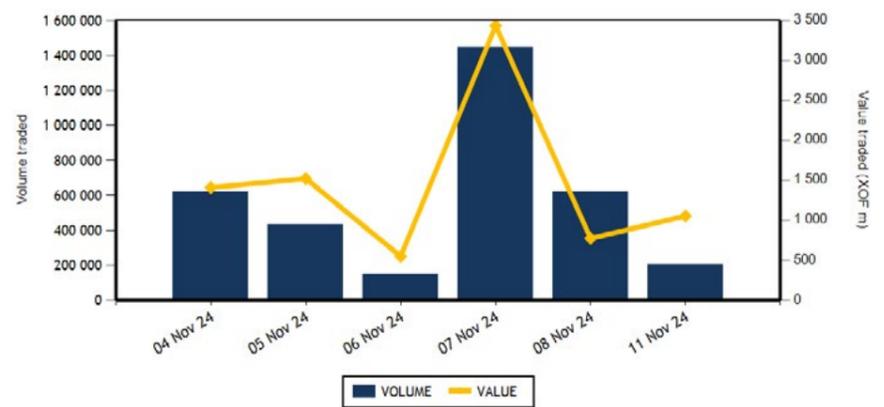
BRVM 30		137.80
Daily Change	1.59 %	
Change / YTD	27.77 %	

BRVM PRESTIGE		112.40
Daily Change	-0.69 %	
Change / YTD	10.77 %	

Indices



Volumes and values traded



Equities	Level	Daily Change
Capitalization (XOF)(Equities & Rights)	9,965,514,122,487	1.27 %
Volume (Equities & Rights)	203,014	-66.47 %
Value (XOF) (Equities & Rights)	1,054,659,068	78.31 %
Number of securities	42	-2.33 %
Gains	8	-42.86 %
Losses	20	122.22 %
Flat	14	-30.00 %

Bonds	Level	Daily Change
Capitalization (XOF)	10,503,545,590,495	-0.15 %
Volume	0	-100.00 %
Value (XOF)	0	-100.00 %
Number of securities	0	-100.00 %
Gains	0	-100.00 %
Losses	0	-100.00 %
Flat	0	-100.00 %

TOP GAINS

Shares	Price	Daily Change	Yearly Change
BICI CI	12,900	7.50 %	72.23 %
ORANGE COTE D'IVOIRE	17,385	7.48 %	59.50 %
SETAO CI	600	7.14 %	-33.33 %
FILTISAC CI	1,515	3.06 %	-17.66 %
CFAO MOTORS CI	665	2.31 %	-20.83 %

TOP LOSSES

Shares	Price	Daily Change	Yearly Change
CIE CI	2,155	-7.31 %	26.76 %
SOLIBRA CI	13,200	-7.04 %	51.72 %
AIR LIQUIDE CI	485	-6.73 %	-41.57 %
CORIS BANK INTERNATIONAL	9,360	-6.35 %	0.65 %
SMB CI	10,500	-4.55 %	-0.28 %

MARKET INDICES BY BOARD

Base = 100 as of January 02, 2023	Number of companies	Value	Daily Change	Yearly Change	Volume	Value	AVG PER
BRVM-PRESTIGE	10	112,4	-0.69 %	10.77 %	47,814	560,232,605	8.68
BRVM-PRINCIPAL	36	138,88	2.37 %	33.59 %	154,194	489,551,248	13.54

MARKET INDICES BY SECTOR

Base = 100 as of June 14, 1999	Number of companies	Value	Daily Change	Yearly Change	Volume	Value	AVG PER
BRVM-INDUSTRY	11	121,24	-2.63 %	20.00 %	47,159	157,461,380	18.48
BRVM-PUBLIC UTILITIES	5	756,96	3.28 %	42.43 %	30,805	468,187,015	10.23
BRVM-FINANCIAL SERVICES	15	100,84	-0.75 %	16.69 %	82,849	315,401,963	5.70
BRVM-TRANSPORTATION	2	341,7	-0.35 %	3.25 %	11,147	14,871,470	4.43
BRVM-AGRICULTURE	5	193,34	-1.81 %	19.67 %	22,080	80,711,635	13.91
BRVM-DISTRIBUTION	7	340,21	0.47 %	3.66 %	7,967	13,149,790	42.44
BRVM-OTHER SECTORS	1	740,33	7.14 %	-33.33 %	1	600	

Indicators	BRVM COMPOSITE
PER (Average)	11.20
Rate of profitability (Average)	8.54
Rate of yield (Average)	9.26
Securities listed	46
Bonds listed	154
Yearly volume (Average)	429,991
Yearly value (Average)	1,226,850,804.66

Indicators	BRVM COMPOSITE
Liquidity ratio (Average)	12.10
Satisfaction ratio (Average)	15.89
Tendency ratio (Average)	131.36
Coverage ratio (Average)	76.13
Turnover rate (Average)	0.02
Premium risk	3.18
Number of participating brokerage firm	30

Russie

Vladimir Poutine tente de séduire les pays africains

Profitant d'une conférence ministérielle Russie-Afrique à Sofchi, le président russe, a assuré son « soutien total » aux pays africains pour les aider dans leur développement. Une main tendue qui survient au moment où la Russie cherche à fédérer ses alliés.

Vladimir Poutine cherche à sécuriser ses alliés africains. Ce dimanche, il a promis un « soutien total » de Moscou aux pays africains, à l'occasion d'une conférence ministérielle Russie-Afrique à Sofchi (sud-ouest de la Russie). « Notre pays va continuer d'apporter son soutien total à nos amis africains dans différents domaines », a déclaré Vladimir Poutine dans une adresse, lue par son chef de la diplomatie Sergueï Lavrov devant les participants à la conférence. Il pourra s'agir « du développement durable, de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, les maladies épidémiques, du règlement des problèmes alimentaires ou des conséquences des catastrophes naturelles », selon la même source. Cette conférence organisée avec de hauts responsables de pays africains samedi et dimanche sur les rives de la mer Noire, fait suite à deux sommets Russie-Afrique, qui ont eu lieu en 2019 (Sofchi) et 2023 (Saint-Petersbourg). Selon Sergueï Lavrov, grâce au « rythme qui a été donné » par ces deux sommets les relations russo-africaines se renforcent « de plus en plus ». « Nous voyons du progrès



dans tous les axes » de la coopération, s'est-il félicité.

La Russie veut s'assurer du soutien de ses alliés

Avec cette conférence à Sofchi le Kremlin entend apporter une nouvelle illustration du « monde multipolaire » qu'il veut promouvoir dans son face-à-face avec les Occidentaux. Vladimir Poutine a dit espérer un renforcement de « l'ensemble des liens russo-africains », à l'issue de cette conférence qui fait suite à deux sommets Russie-Afrique en 2019 et 2023. Elle intervient après le sommet des Brics en octobre à Kazan (Russie), où Vladimir Poutine avait voulu démontrer l'échec de la politique d'isolement et de sanctions engagée contre son pays par les pays occidentaux après l'assaut russe en Ukraine en février 2022. Depuis plu-

sieurs années, la Russie, qui fut un acteur incontournable en Afrique à l'époque soviétique, pousse ses pions dans les pays africains où la rhétorique russe contre « le néocolonialisme (et pour) un ordre mondial plus juste » trouve de l'écho auprès d'une grande partie des responsables africains. « La Russie n'est pas une puissance coloniale (et) n'a jamais été une puissance coloniale », a assuré samedi le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, en marge de la conférence Russie-Afrique. « Bien au contraire, elle a été aux côtés de peuples africains et d'autres peuples dans le monde pour les aider à sortir du système colonial », a-t-il soutenu. Le Kremlin a estimé que Donald Trump avait montré des « signaux positifs » concernant la position du président élu américain sur le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine. « Les signaux sont positifs. Trump, pendant sa campagne électorale, a dit qu'il percevait tout cela (le conflit en Ukraine, NDLR) via des accords. Et qu'il peut obtenir un accord qui amène à la paix », a affirmé le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, dans une interview diffusée dimanche. (Avec AFP)

Taxes en vue

Et maintenant, l'industrie du cognac a peur des États-Unis

Déjà menacée de surtaxes douanières dévastatrices en Chine, la filière du cognac en France, craint désormais d'être la cible des États-Unis après l'élection de Donald Trump qui prévoit de renforcer les droits de douane.

« On vient de prendre une grande giflé avec la Chine, et maintenant c'est les États-Unis », regrette Sabine de Witasse, à la tête d'une exploitation familiale en Charente (ouest de la France). La filière du cognac (72'500 emplois en France) est très dépendante des exportations, qui représente 98% de ses ventes, pour un montant de 3,35 milliards d'euros, avec comme premier client les États-Unis (38% des expéditions), devant la Chine (25%). Le cognac est sur le qui-vive depuis l'ouverture en janvier par Pékin d'une enquête en riposte à une procédure similaire de Bruxelles sur les subventions aux voitures électriques produites en Chine. En septembre, environ 800 professionnels ont manifesté en Charente, une mobilisa-



tion sans précédent depuis un quart de siècle, pour protester contre la menace de surtaxes, évaluées à 35%, en Chine.

«Intense activité diplomatique»

L'interprofession s'estime «sacrifiée» par le gouvernement. Ce dernier mène cependant «une intense activité diplomatique en Chine en ce moment pour que les Chinois renoncent à cette

mesure de rétorsion», a dit la ministre de l'Agriculture Annie Genevard vendredi à la radio. Alors que les exportations ont déjà chuté l'an dernier (165,3 millions de bouteilles contre 212,5 millions en 2022) et que la production devrait diminuer de 37% cette année en raison d'une météo défavorable, les promesses de Donald Trump d'augmenter de 10 à 20% les droits de douane inquiètent davantage le secteur. Lors de son premier mandat à la Maison-Blanche, le républicain avait imposé une surtaxe de 25% sur certains vins européens dans le cadre d'un long différend entre l'Europe et les États-Unis sur les aides publiques à l'aéronautique. Cette taxe, qui avait renchéri les vins français et plombé les ventes, avait été ensuite étendue au cognac et à l'armagnac.

(afp)

Fermetures d'usines

Des milliers d'emplois menacés dans les mois à venir

Après Michelin, le dégraissage risque de se poursuivre dans les usines françaises, craint le ministre de l'Industrie Marc Ferracci. L'automobile et la chimie étant particulièrement fragilisées, aussi bien en France qu'en Allemagne.

L'heure n'est pas à l'optimisme dans l'industrie. Marc Ferracci, ministre en charge du secteur, a exprimé ses craintes quant à une poursuite des fermetures de sites après les annonces de Michelin cette semaine. « Des annonces de fermetures de sites, il y en aura probablement dans les semaines et les mois qui viennent », a déclaré Marc Ferracci au micro de France Inter ce samedi. Le bilan social « va se compter en milliers d'emplois », selon le ministre, qui préconise une réponse européenne, notamment pour soutenir le secteur automobile. Cette intervention fait notamment suite à sa visite vendredi à Cholet (Maine-et-Loire) sur le site d'une des deux usines Michelin promise à la fermeture. Le ministre y a été accueilli par dix minutes de huées, même si son entourage a tenu à préciser que « les gens qui sifflaient n'étaient souvent pas des salariés de Michelin » mais des gens extérieurs venus créer la pagaille. « Les salariés sont bouleversés, en colère, on peut le comprendre car la manière dont a été faite l'annonce (...) n'était pas une manière digne », a estimé Marc Ferracci lors de l'émission On n'arrête pas l'Eco : «



Les salariés ont été prévenus très tard, la direction de Michelin ne s'est pas déplacée pour leur faire l'annonce en direct, les yeux dans les yeux (...) c'est regrettable. » Le géant français du pneu a annoncé le 5 novembre la fermeture avant 2026 des sites de Cholet et Vannes (Morbihan), qui comptent au total 1.254 salariés. La direction a évoqué « une décision inéluctable » en raison de la concurrence asiatique et de « la dégradation de la compétitivité » pour justifier son choix.

Un accompagnement des salariés

Marc Ferracci a qualifié de « très constructifs » les contacts avec les élus locaux, les organisations syndicales du groupe et la direction, avec lesquels il compte suivre le plan d'action mis en place. « L'engagement de Michelin, c'est que personne ne soit

laissé sans solution », a-t-il rappelé. Dans son entourage, on affirme la volonté du gouvernement d'accompagner les salariés individuellement et les territoires. Jeudi, à Colmar, le ministre avait promis « beaucoup de moyens » et affirmé vouloir trouver des « solutions dignes » pour les salariés touchés par des plans sociaux.

Un plan d'urgence pour l'automobile

Marc Ferracci a tout de même prôné une « approche de soutien à l'industrie automobile européenne », avec un plan d'urgence pour faire face à une filière largement en difficulté. Parmi les mesures évoquées, le ministre envisage « un bonus écologique à l'échelle européenne », un « emprunt commun européen » pour financer des « mécanismes de soutien » à la filière. « Dès le 1er semestre 2025, la Commission européenne a dit qu'elle allait mettre en priorité un "clean industrial act", c'est-à-dire une législation européenne sur l'industrie propre, dans laquelle nous pourrions mettre en place un certain nombre de mesures » a-t-il poursuivi.

(Avec AFP)

France

Le gouvernement plaide pour un fonds européen de la recherche

Le ministre de la Recherche, Patrick Hetzel, a plaidé pour la création d'un fonds européen « de recherche et de compétitivité », afin notamment de soutenir la recherche fondamentale, vendredi lors d'un déplacement à Berlin.

Patrick Hetzel souhaite que la recherche fondamentale ne soit pas mise de côté. Lors d'un déplacement à Berlin, le ministre français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a plaidé pour la création d'un fonds européen « de recherche et de compétitivité », selon un communiqué du ministère. Les récentes annonces de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, sur la création possible d'un fonds pour la compétitivité regroupant recherche, innovation et dépenses stratégiques, « positives en principe, font planer un risque sur le financement de la recherche fondamentale, avec un possible impact sur le futur programme-cadre européen de recherche et d'innovation », a déclaré le ministre. « C'est pourquoi je me battrais pour que la dimension recherche soit pleinement intégrée dans ce cadre », a-t-



il poursuivi. Le site d'information européen Euractiv avait révélé le 10 octobre qu'un document interne de la Commission européenne proposait de regrouper la recherche, l'innovation et les dépenses stratégiques dans un fonds européen pour la compétitivité unique dans le cadre du budget 2028-2034.

« Essentiel » pour une politique ambitieuse

Le soutien à la recherche fondamentale est « essentiel » pour une politique ambitieuse de recherche et d'innovation en Europe,

souligne le communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La création d'un « fonds de recherche et de compétitivité », pour laquelle plaide le ministre, viserait à développer la recherche fondamentale, promouvoir la mobilité des chercheurs et renforcer les infrastructures de recherche, ainsi qu'à orienter la recherche et l'innovation vers « des secteurs stratégiques ». Ce fonds aurait également pour but d'inscrire la recherche et l'innovation dans une « politique industrielle intégrée » et de favoriser les collaborations internationales ciblées. Cette priorité stratégique « devra être intégrée dans les discussions sur le prochain cadre financier européen, attendu d'ici à l'été 2025, et dans le futur programme-cadre pour la recherche et l'innovation », poursuit le communiqué.

(Avec AFP)

S'adapter ou disparaître

L'ONU appelle à une action urgente lors du sommet sur le climat COP29

Quoi qu'il arrive, les nations doivent de toute urgence intensifier leurs efforts d'adaptation au changement climatique en commençant par s'engager à augmenter le financement de l'adaptation lors du prochain Sommet sur le climat, la COP29, a averti jeudi le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Dans son Rapport sur l'écart d'adaptation 2024 : contre vents et marées (Adaptation Gap Report 2024: Come Hell and High Water), le PNUE prévient que les communautés vulnérables subissent déjà le poids des impacts du changement climatique à travers les conditions météorologiques extrêmes et les catastrophes. Les populations, leurs moyens de subsistance et la nature dont elles dépendent sont réellement menacés par les conséquences du changement climatique. « Le changement climatique dévaste déjà les communautés du monde entier, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables. Des tempêtes violentes aplatisent les maisons, des incendies anéantissent les forêts, et la dégradation des terres et la sécheresse dégradent les paysages », a déclaré Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE. « Les populations, leurs

moyens de subsistance et la nature dont elles dépendent sont réellement menacés par les conséquences du changement climatique. Si nous n'agissons pas, c'est un aperçu de ce que nous réserve l'avenir et la raison pour laquelle il n'y a tout simplement aucune excuse pour que le monde ne prenne pas au sérieux l'adaptation, dès maintenant », a-t-elle ajouté. Le PNUE souligne que sans action immédiate, le monde dépassera probablement bientôt 1,5°C de réchauffement et pourrait même atteindre une augmentation catastrophique de 2,6 à 3,1°C par rapport aux niveaux préindustriels d'ici la fin du siècle. La 29e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29), qui débutera le 11 novembre à Bakou, en Azerbaïdjan, accueillera des délégations venues des quatre coins du monde se joindre à de hauts responsables de l'ONU, de la société civile et d'autres secteurs clés pour



mesurer les progrès et négocier les meilleurs moyens de lutter contre le changement climatique.

Nouvel objectif commun

Le rapport souligne l'écart grandissant entre les fonds nécessaires à l'adaptation (les ajustements nécessaires pour ralentir le rythme du réchauffement climatique) et les niveaux actuels d'investissement public. Alors que le financement international de l'adaptation pour les pays en développement a atteint 28 milliards de dollars en 2022, il reste bien en deçà des besoins, les estimations suggérant qu'entre 187 et 359 milliards de dollars par an seront nécessaires pour combler le déficit

de financement de l'adaptation. Dans ce contexte, le PNUE appelle à un « nouvel objectif collectif quantifié » pour le financement climatique lors de la COP29 et à l'inclusion de composantes d'adaptation plus fortes dans sa prochaine série d'engagements climatiques prévue au début de l'année prochaine avant la COP30 à Belém, au Brésil.

Changer d'orientation

Parallèlement, le rapport exhorte les pays à prendre des engagements substantiels lors de la COP29 et au-delà, notamment en matière d'augmentation du financement et de changement de la nature du financement de l'adapta-

tion, qu'il s'agisse d'initiatives à court terme basées sur des projets ou d'investissements stratégiques. Cela contribuerait à améliorer la résilience à long terme, en particulier pour les régions vulnérables les plus touchées par le changement climatique. Le PNUE suggère des « facteurs habilitants » qui pourraient débloquer des financements des secteurs public et privé, tels que la création de fonds et de mécanismes de financement, la planification budgétaire climatique et l'étiquetage du budget climatique, ainsi que la planification des investissements pour l'adaptation.

Soutenir les innovations

Le rapport souligne égale-

ment le rôle des banques multilatérales de développement dans l'augmentation du financement et le soutien de solutions financières innovantes. Pour le secteur privé, le PNUE plaide en faveur de mécanismes de réduction des risques, afin d'attirer davantage d'investissements dans l'adaptation. Le financement à lui seul n'est pas suffisant, ajoute le PNUE, appelant les nations à accroître le renforcement des capacités et les transferts de technologie pour améliorer les efforts d'adaptation dans les domaines clés de l'eau, de l'alimentation et de l'agriculture

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier De bonnes perspectives financières grâce à l'influence conjuguée de plusieurs planètes. Elles vous permettront de vivre dans une certaine aisance et de mettre sur pied de vastes projets. Habilité dans toute transaction avec l'étranger. Si vous êtes artiste, cette configuration astrale favorisera votre créativité et surtout votre succès, notamment à l'étranger.

Taureau En ce qui concerne vos placements, tournez-vous vers l'étranger ; vous ne le regretterez pas. En revanche, les jeux de hasard ne seront guère favorisés pour l'instant ; mais n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Gémeaux La planète Mercure vous étant contraire, prenez des mesures énergiques pour restructurer votre capital. N'hésitez pas à sacrifier l'accessoire pour sauver l'essentiel. Il y aura des temps meilleurs !

Cancer De petites difficultés financières sont possibles. Mercure, un astre qui influence vos finances, sera en assez mauvaise posture, ce qui pourra provoquer des retards de paiements, ou gêner la conclusion de certaines affaires.

Lion Uranus en bel aspect sera aujourd'hui le gage de la réussite par le travail personnel, non par la chance, et vous comptera parmi ses heureux élus. Dans la foulée, vous pourrez élaborer des projets ambitieux pour l'avenir, mais ne voyez pas trop grand tout de même. Malgré votre succès, limitez vos dépenses au strict nécessaire, ne faites pas le gros achat que vous envisagiez depuis quelque temps et, bien entendu, évitez les jeux de hasard.

Vierge La situation financière devrait se stabiliser. Tous ceux d'entre vous, et notamment ceux du premier décane, qui ont dû affronter dernièrement une situation pécuniaire difficile vont pouvoir rééquilibrer leur budget.

Balance Si vous êtes confronté à de sérieux problèmes d'argent, sachez que le coup de veine est possible aujourd'hui. Comme les astres seront indulgents, n'hésitez pas à forcer un peu la chance. Mais n'allez tout de même pas rêver comme Perrette et casser le pot au lait. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Scorpion N'écoutez surtout pas les conseils de vos amis en matière de placements. A moins qu'ils ne soient des spécialistes compétents, ils pourraient vous faire commettre d'énormes erreurs. Et ce serait à vous de payer les pots cassés !

Sagittaire Avec cet aspect de Jupiter, vous n'aurez pas de souci à vous faire côté sous. L'argent arrivera régulièrement sur vos comptes. Par ailleurs, vous avez fait depuis quelque temps déjà des placements dont vous avez toutes les chances de récolter les fruits maintenant. Vous voilà récompensé pour votre saine gestion et votre aptitude à économiser.

Capricorne Cet impact du Soleil sera ambigu. D'un côté, votre équilibre financier sera protégé. Mais de l'autre, vous serez d'humeur très dépensière ; vous aurez envie de faire des folies pour aménager votre domicile, soigner votre look ou faire du sport. Prudence !

Verseau Les astres s'associeront pour vous faciliter légèrement les choses sur le plan matériel. Votre chance au jeu sera meilleure que d'habitude. Voilà qui devra vous réjouir un peu et vous aider à combattre le sentiment de défaitisme qui vous assaille depuis un certain temps.

Poisson Les astres vont vous aider à mieux rentabiliser vos activités, tout en vous soufflant un comportement très prévoyant et organisé. Le résultat, bien sûr, sera une très nette amélioration de votre sécurité financière.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU
Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

Religion

Célébration du Jubilé d'Or de Notre-Dame du Lac Togo

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a communié, ce dimanche 10 novembre 2024, avec les fidèles catholiques à l'apothéose marquant le Jubilé d'Or du sanctuaire Notre-Dame du Lac Togo, Mère de la Miséricorde de Togoville.

La messe célébrée sous le thème évocateur « Tous les âges me diront bienheureuse ; avec la Vierge Marie, nous jubilons dans le Seigneur pour tous ses bienfaits », a été une occasion de raviver la foi, la solidarité, l'esprit de partage et de fraternité entre les communautés togolaises.

vous spirituel annuel des communautés chrétiennes. Les pèlerins, dans une ferveur, ont prié pour la paix et la prospérité au Togo, tout en implorant la bénédiction divine sur les dirigeants de notre pays en particulier le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé.

l'État pour sa politique de paix, de concorde nationale et dialogue inter-religieux. Le jubilé d'or de Notre-Dame du Lac Togo, Mère de la Miséricorde de Togoville, restera ainsi gravé dans les mémoires, célébrant cinquante années d'une foi ardente et d'une unité entre les Togolais, tous rassemblés dans l'espérance et le partage.

Avec presidency.gov.tg



Atlético de Madrid

Antoine Griezmann va partir !

Les médias espagnols ont fait une grosse révélation sur l'avenir de la star française...

Fraîchement retraité du football de sélection, Antoine Griezmann peut désormais se concentrer à fond sur l'Atlético de Madrid, dont il est l'une des plus grosses stars, si ce n'est la plus grosse. Cette saison, Grizi est encore performant, avec 3 buts et 4 passes décisives en 13 rencontres de Liga.



du Metropolitano.

Un départ plus tôt que prévu ?

Le journal madrilène explique ainsi que Griezmann va partir en fin de saison. Et il devrait rejoindre la Major League Soccer. Le média ne dévoile pas le nom de sa future franchise, mais rajoute même qu'un départ dès le mois de janvier est possible.

en mars. Mais la tendance reste tout de même à un départ en fin de saison. Une information qui n'est pas forcément surprenante, puisque le principal concerné a déjà avoué, à plusieurs reprises, être séduit par l'idée de jouer dans la ligue nord-américaine. Grand fan de culture américaine, de NFL et de NBA, Griezmann a donc de fortes chances de rejoindre très rapidement Hugo Lloris, Olivier Giroud, Lionel Messi, Luis Suarez et Riqui Puig en Major League Soccer...

Avec footmercato.net

Togo

Accélérer la mise en œuvre des 13 recommandations issues du Nouveau Sommet Afrique-France

Réunis à Lomé, la capitale du Togo, depuis ce lundi 11 novembre à l'initiative du Conseil de dialogue et de partenariat (CDP) Togo-France, des acteurs clés de la société civile africaine entament cinq jours de réflexion en vue d'accélérer la mise en œuvre des 13 recommandations issues du Nouveau Sommet Afrique-France de Montpellier et de renforcer les partenariats entre l'Afrique et l'Europe.

En croire ses organisateurs, cette rencontre, à laquelle participe le Conseil pour le suivi des recommandations du Nouveau Sommet Afrique-France (CNSAF), représenté par sa présidente Hemes NKWA, se veut un cadre privilégié pour une réflexion approfondie sur les moyens de transformer les relations entre l'Afrique et l'Europe. La rencontre verra aussi la création du Conseil International de Dialogue et de Partenariat (CIDP) Afrique - Europe.



mique panafricaine pour un partenariat plus justes et plus équilibré avec l'Europe. « Nous souhaitons passer d'une logique État à État à une approche Continent à Continent, plus en phase avec les aspirations de nos jeunes, de nos sociétés civiles et de nos peuples », explique-t-elle. À l'issue de ces cinq jours de travaux, les participants adopteront une déclaration commune qui définira les prochaines étapes de leur collaboration et les actions concrètes à mener pour faire avancer l'agenda transformationnel des relations Afrique-Europe.

collaboration entre les deux Conseils et « permettra de travailler pour la mise en place de projets communs et la mise en route d'une synergie panafricaine des sociétés civiles et des jeunes africaines pour des relations partenariales plus constructives, plus collaboratives et plus respectueuses entre l'Afrique, la France et l'Europe ». Créés à l'issue du Nouveau Sommet Afrique-France de Montpellier, le CNSAF et le CDPTF sont des plateformes d'échange et de plaidoyer qui regroupent des acteurs de la société civile africains, français et européens. L'objectif étant de contribuer à la refondation des relations entre l'Afrique et l'Europe, en s'appuyant sur les 13 recommandations issues du sommet de Montpellier.

Avec Société Civile Médias

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 4 columns: Sénégal (5.0), États-Unis (2.7), République (4.0), Malaisie (2.7). It includes data on products exported and imported in 2020, such as transport articles, energy, fertilizers, and vehicles.

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



BB LEONE S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bbivm.com



*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀